

UN TOIT = UN DROIT

Selon la fondation Abbé Pierre, 3,6 millions de françaises et de français mal logés

A nouveau la Fondation Abbé Pierre attire l'attention sur le scandale du mal-logement en France : 3,6 millions de personnes, soit 100.000 de plus que l'an dernier, sont confrontées à la précarité en ce domaine.

En réalité, comme le souligne également la Fondation Abbé Pierre, ce sont des millions de personnes qui vivent dans des conditions de logement inadmissibles à notre époque et dans un pays tel que le notre. Le Conseil de l'Europe l'avait d'ailleurs dénoncé en juin 2008. Au drame que vivent déjà ces millions de personnes s'ajoute la cruauté des expulsions locatives. Leur nombre ne cesse d'augmenter à la suite de l'envolée des impayés de loyers dus à l'augmentation du chômage et des difficultés à vivre que la crise aggrave lourdement.

Un gouvernement coupable

Cette situation n'a rien d'une fatalité. Elle résulte des choix politiques et économiques du gouvernement de la Droite qui a décidé de sacrifier le logement social, comme il sacrifie les services publics et la solidarité nationale, au profit des intérêts égoïstes du privé. Le prélèvement et véritable hold-up de 340 millions d'euros sur trois ans, sur les organismes HLM, comme la diminution du budget en faveur du logement social passant de 850 millions d'euros en 2008 à 480 millions en 2010, tendance qui va se poursuivre, le montrent suffisamment.

Quant à l'intention de faire en sorte que les locataires deviennent propriétaires ce n'est qu'un leurre pour permettre à l'Etat de se désengager encore d'avantage et un piège quand on sait que les copropriétés ont de plus en plus de difficultés à faire face aux charges.

Les propositions du PCF

Le logement est devenu le premier poste de dépense des ménages. Il représente plus de 25% de leurs ressources. Il est donc urgent d'imposer une autre politique du logement. Le PCF propose de réorienter dès maintenant les finances publiques en vue de la construction de logements accessibles à tous au lieu de favoriser le logement privé spéculatif. Il propose également la construction d'un grand service public national, décentralisé, structuré autour d'un pôle public financier, d'une agence nationale foncière et d'une entreprise publique de la construction pour mettre en œuvre une véritable Sécurité Sociale du logement correspondant aux besoins des familles et à leurs moyens de contribution

Rapport complet 2011 sur la situation du mal logement en France

<http://www.fondationabbepierre.org>

Réaction et propositions du PCF sur le logement

www.pcf.fr

